L'ACTION SOCIALE EN PAYS DE LA LOIRE

En Pays de la Loire, 65 % des effectifs et 68 % des établissements du champ de l'action sociale relèvent de l'ESS contre respectivement 62 % et 63 % en France. 93 % des établissements de l'ESS dans le champ de l'action sociale sont des associations.

L'action sociale est protéiforme, elles recouvrent des réalités économiques variées tant par la diversité des secteurs qu'elle recouvre que par la taille des organisations. On peut notamment distinguer « l'hébergement médico-social et social » de l'action sociale « sans hébergement ». Les établissements « sans hébergement » recouvrent à titre d'exemples des services d'aide à domicile, d'accueil de jour, de la petite enfance. « L'hébergement médico-social et social » recouvre, entre autres, des établissements médicalisés et non médicalisés pour personnes âgées tels que les EHPAD ou encore pour des adultes et familles en difficultés comme les centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS).

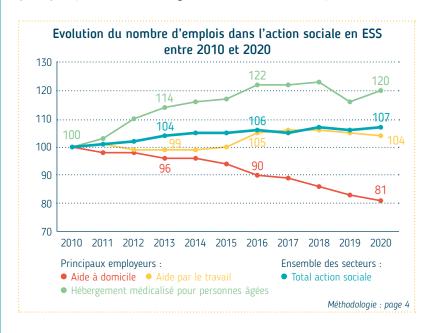
Les trois principaux secteurs employeurs sont l'hébergement médicalisé pour personnes âgées (17,9 % des emplois), l'aide à domicile (15,1 %) et l'aide par le travail (14,8 %).

La crise sanitaire est survenue dans un contexte global ambivalent entre une volonté d'innovation et de transversalité, une pénurie de main d'œuvre forte dans certains métiers et des freins budgétaires importants. En outre, l'ensemble des mesures sanitaires ont alourdi voire déclenché des situations sociales préoccupantes et ont fait ressortir le rôle essentiel des acteurs de l'action sociale.

L'objectif de cette note de conjoncture dédiée à l'action sociale ESS en Pays de la Loire est d'apporter une mise en perspective de l'année 2020 au regard des tendances des dix dernières années grâce aux données ACOSS-URSSAF, partenaire de la CRESS des Pays de la Loire.

UNE AUGMENTATION GLOBALE DU NOMBRE D'EMPLOIS QUI CONTRASTE AVEC LA CHUTE DES EFFECTIFS DANS LES SERVICES RELEVANT DE L'AIDE À DOMICILE

En 10 ans, le nombre d'emplois dans le secteur de l'action sociale en Pays de la Loire a augmenté de 3 839 emplois (6,7%). Cependant, cette augmentation cache des disparités.



Dans son ensemble, la croissance de l'emploi dans le champ de l'action sociale en ESS est essentiellement portée par **les hébergements médico-sociaux et sociaux** (+ 14,9 %). Plus particulièrement, les effectifs ont augmenté dans les hébergements médico-sociaux à destination des personnes âgées (+ 1 829 emplois, soit + 20 %) ainsi que dans les hébergements sociaux à destination des adultes et familles en difficultés (+ 1 034 emplois, soit + 71,4 %). On peut cependant noter la baisse des effectifs dans les hébergements sociaux pour personnes en situation de handicap physique et mental (respectivement - 8,1 % et - 4,7 %).



Dans le même temps, les emplois dans l'action sociale sans hébergement ont seulement progressé de 0,4 % en dix ans. Cette faible progression s'explique, notamment, par un net recul continu de l'emploi dans l'aide à domicile (- 2 211 emplois en dix ans), avec une perte annuelle moyenne de 2,1 % de ses effectifs entre 2010 et 2020. En effet, ce secteur connait des difficultés de recrutement, renforcées par la crise sanitaire, malgré les besoins exprimés

par les employeurs. Inversement, les emplois dans l'accueil de jeunes enfants ont progressé de 47,7 % (+ 1 039 emplois) et l'accueil pour les enfants et adolescents de 73,1 % (+ 217 emplois).

Enfin, l'aide par le travail a peu évolué au cours des dix dernières années, avec une légère augmentation de 4,5 % de ses effectifs (+ 388 emplois).

Évolution de l'emploi par département dans l'action sociale

Département	Évolution annuelle moyenne de l'emploi ESS dans l'action sociale entre 2010 et 2019 (hors crise sanitaire)	Évolution de l'emploi ESS dans l'action sociale sur l'année 2020
Loire-Atlantique	+ 1,3 % (+ 306 emplois)	+ 0,1 % (+ 16 emplois)
Maine-et-Loire	+ 0,3 % (+ 48 emplois)	+ 1,6 % (+ 248 emplois)
Mayenne	+ 0,4 % (+ 20 emplois)	+ 0,1 % (+ 3 emplois)
Sarthe	- 2,5 % (- 42 emplois)	+ 1,2 % (+ 95 emplois)
Vendée	+ 0,9 % (+ 67 emplois)	- 1,5 % (- 119 emplois)
Pays de la Loire	+ 0,7 % (+ 400 emplois)	+ 0,4 % (+ 243 emplois)

Depuis 2010, la Loire Atlantique est le département dont les effectifs ont le plus augmenté, à l'inverse de la Sarthe, qui est le seul à avoir perdu des emplois. En effet, la Sarthe est le département dont les pertes d'emplois dans le secteur de l'aide à domicile sont les plus importantes (- 600 emplois, soit - 48 %), à cause, notamment, de la disparition en 2016 d'une grande association employeuse. C'est également un département qui connait une baisse importante des emplois dans l'aide par le travail (- 162). La Mayenne, dont la croissance reste la plus faible en Pays de la Loire, est le seul département à voir ses effectifs dans les hébergements médico-sociaux et sociaux diminuer (- 25).

Au regard de l'évolution de l'emploi sur l'année 2020, la crise sanitaire a favorisé les recrutements dans l'hébergement médicalisé pour personnes âgées qui se détache de l'ensemble des activités d'hébergement par une hausse des effectifs, sur l'année, supérieure à la moyenne annuelle depuis 2010 (3,1 % en 2020 contre 1,7 % en moyenne chaque année). En effet, des CDD de remplacement ont pu venir accroître les effectifs pour parer aux arrêts liés à la crise (garde d'enfant, malade du covid..).

En revanche, les établissements d'action sociale sans hébergement ont vu leurs effectifs diminuer avec une baisse globale de 241 emplois soit - 0,7 %, malgré une reprise après le 1^{er} confinement. Ainsi, les établissements sans hébergement pour adultes handicapés ou de personnes âgées ont vu leurs effectifs diminuer de 14 %, sur l'année, avec une reprise insuffisante à partir de juin pour rattraper le début d'année.

Les professionnel·les de l'accueil des jeunes enfants ont connu une baisse de 3,8 % sur les deux premiers trimestres, en partie rattrapée en fin d'année. En effet, les établissements d'accueil en journée, limités par les jauges de public en intérieur notamment, ont pu subir une baisse d'activité contraignant au non renouvellement de CDD par exemple.

Par ailleurs, déjà fortement sous tension, l'année 2020 ne fait pas exception pour l'aide à domicile avec une baisse de 2,5 % des emplois sur l'année et une absence de reprise à partir de juin. Toutefois, le secteur révèle des inégalités de situation entre départements qui pèsent sur les statistiques globales.

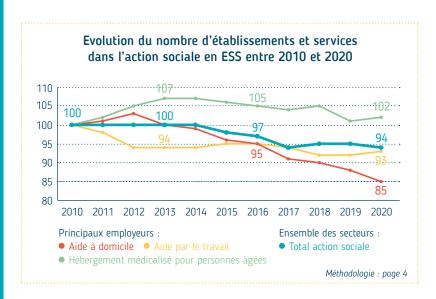
En 2020, une accentuation de la baisse des effectifs dans l'aide à domicile en Vendée (- 200 emplois) est remarqué ainsi qu'une hausse en Maine-et-Loire (+ 160 emplois) qui déroge à la décroissance continue.

Évolution de l'emploi dans l'action sociale en 2020

Secteurs d'activités	Moyenne annuelle 2018 - 2019	Janvier à Juin 2020	Juillet à Décembre 2020	Année 2020
TOTAL ESS Action sociale sans hébergement	+ 1,0%	- 1,9%	+ 1,2%	- 0,7%
TOTAL ESS Hébergement médico-social et social	- 0,2%	+ 2,1%	- 0,4%	+ 1,7%
TOTAL ESS Action sociale	+ 0,4%	- 0,1%	+ 0,5%	+ 0,4%

UNE BAISSE DU NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS ET SERVICES MARQUÉE PAR UNE MUTATION DES MODES D'ACCUEIL DES JEUNES ENFANTS ET AMPLIFIÉE PAR LES DIFFICULTÉS INTRINSÈQUES AU SECTEUR DE L'AIDE À DOMICILE

En 10 ans, on observe une baisse du nombre d'établissements et services dans le secteur de l'action sociale en Pays de la Loire de 6,1 % (- 127 établissements), une dynamique à l'opposé de l'évolution de l'emploi principalement liée aux secteurs de l'aide à domicile et de la petite enfance.



La baisse du nombre global d'établissements résulte principalement de deux dynamiques :

- Une problématique d'attractivité des métiers et le développement de la concurrence du privé lucratif pour l'aide à domicile où la baisse du nombre de services (- 52 soit - 15,1 %) et la baisse du nombre d'emplois se suivent parallèlement.
- Un développement des structures d'accueil collectif dans le secteur de la petite enfance. On observe ainsi par exemple, à l'inverse de l'augmentation des effectifs, une baisse du nombre d'établissements pour l'accueil de jeunes enfants (- 54 soit - 19,5 %).

Dans le même temps, les établissements d'hébergements médico-sociaux et sociaux ont augmenté de 10,9 % (+77 établissements).

Évolution du nombre d'établissements et services dans l'action sociale en 2020

Secteurs d'activités	Évolution entre 2010 et 2020	Janvier à Juin 2020	Juillet à Décembre 2020	Année 2020
TOTAL ESS Action sociale sans hébergement	- 204 (- 14,7 %)	- 20 (- 1,7 %)	+ 3 (+ 0,3 %)	- 17 (- 1,4 %)
TOTAL ESS Hébergement médico-social et social	+ 77 (+ 10,9 %)	- 2 (- 0,3 %)	+ 5 (+ 0,6 %)	+ 3 (0,4 %)
TOTAL ESS Action sociale	- 127 (- 6,1 %)	- 22 (- 1,1 %)	+ 8 (+ 0,4 %)	- 14 (- 0,7 %)

A l'instar de l'emploi, la crise sanitaire a quelque peu impacté le nombre d'établissements d'action sociale sans hébergement. Une baisse des établissements sans hébergement pour adultes handicapés ou personnes âgées est remarquée. La chute du nombre d'établissements d'aide à domicile s'est, elle, poursuivie avec sensiblement la même ampleur que les années précédentes.

Évolution du nombre d'établissements et services par département dans l'action sociale

Département	Évolution des établissements et services ESS dans l'action sociale entre 2010 et 2020	Évolution des établissements et services ESS dans l'action sociale sur l'année 2020	
Loire-Atlantique	- 0,6 % (- 4 établissements)	- 0,3 % (- 2 établissements)	
Maine-et-Loire	- 17,6 % (-109 établissements)	- 1,2 % (- 6 établissements)	
Mayenne	- 9,5 % (-20 établissements)	+ 1,6 % (+ 3 établissements)	
Sarthe	+ 2,9 % (+8 établissements)	- 0,7 % (- 2 établissements)	
Vendée	- 0,7 % (-2 établissements)	- 2,4 % (- 7 établissements)	
Pays de la Loire	- 6,1 % (-127 établissements)	- 0,7 % (- 14 établissements)	

Avec la disparition de 109 établissements et services en 10 ans, qui porte le nombre total à 505 établissements sur le département, le Maine-et-Loire est particulièrement concerné par la tendance globale à la baisse. On retrouve cette même tendance sur le département dans le secteur de l'aide à domicile (- 24 services) et de l'accueil de jeunes enfants (- 34 établissements).

La Sarthe est le département qui a vu son nombre d'hébergements médico-sociaux et sociaux croitre le plus (+ 23) en 10 ans.

En 2020, comme pour l'emploi, le département de la Vendée a connu une chute du nombre de services d'aide à domicile (- 5 en une année contre - 1 entre 2010 et 2019). La Mayenne est le seul département à ne pas avoir connu de perte d'établissements après deux années de baisse plus conséquente (- 9 entre septembre 2018 et décembre 2019).

EN GUISE DE CONCLUSION

Dans son ensemble, le nombre d'emplois dans l'action sociale ESS a augmenté depuis 10 ans tandis que le nombre d'établissements et services a diminué. Cependant, les dynamiques varient grandement d'un secteur à l'autre. Ainsi, malgré des besoins importants, l'aide à domicile connait un recul continu avec de grandes difficultés de recrutement et une concurrence par le secteur privé lucratif alors que les hébergements médicalisés pour personnes âgées ont connu une progression. Au regard de l'évolution des effectifs et du nombre d'établissements, l'impact de la crise sanitaire dans le champ de l'action sociale reste modéré. On observe un effet rebond à partir du 3ème trimestre 2020 qui a globalement permis de rattraper l'année, bien que certains secteurs ne se soient pas encore totalement remis tel que les centres d'accueil de jour pour personnes âgées ou handicapées.

Au-delà des chiffres, ce sont des établissements qui se sont vus fragilisés à une période où les besoins ont été accrus. Le personnel de l'aide à domicile par exemple, qui détient un rôle important dans l'accompagnement en aval et en amont de l'hospitalisation ainsi qu'auprès des publics vulnérables, a contribué grandement à limiter l'engorgement des services hospitaliers. Ce sont aussi des établissements qui dans des situations déjà sous tension (recrutement, interrogation sur l'accessibilité des services, contraintes budgétaires...) devront poursuivre leurs interventions dans un contexte démographique (vieillissement de la population), sanitaire et socio-économique qui appelle à la vigilance.

Méthodologie : la méthodologie utilisée dans ce document est celle des indices qui permet de présenter des variations entre deux dates, ici entre 2010 et 2020. L'indice est caractérisé par sa base, qui est souvent égale à 100 pour faciliter la lecture de l'indice. Ici, 2010 étant notre année de départ de référence, son indice est donc de 100. Les autres années sont calculées relativement à cette grandeur de référence facilitant ainsi la lecture des variations année par année.